

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1201 - 28 mai 1987 - 3 F

D 1201 BRÉSIL: PARALYSIE DU GOUVERNEMENT

Alors que les travaux de la réforme constitutionnelle entrent au Congrès dans une phase décisive (cf. DIAL D 1119), le gouvernement du président Sarney se trouve brutalement confronté avec l'échec majeur du "Plan Cruzado", plan de redressement économique lancé le 27 février 1986. Les objectifs principaux en étaient la création d'une nouvelle monnaie, l'augmentation du taux de croissance économique à 7%, le passage d'une inflation de quelque 250% à l'inflation zéro, le blocage des prix, etc. Le traitement de choc, dans un climat social euphorique, se soldait en peu de temps par une chute magistrale de l'inflation, une augmentation brutale du pouvoir d'achat des classes populaires, puis par une rupture de l'approvisionnement des marchés due à la production insuffisante et au boycottage des grands producteurs de l'agropastoral. Dès le lendemain des élections nationales du 15 novembre 1986, le président Sarney décrétait le 21 suivant le "Plan Cruzado II" de déblocage des prix pour calmer la surchauffe de la consommation. L'inflation galopante ayant repris, le gouvernement lançait le 27 février 1987 le "Plan Cruzado III" pour essayer de contrôler la situation économique et de faire face à une agitation sociale grandissante. Depuis lors un climat de désenchantement généralisé s'est instauré dans le pays. Un certain nombre d'hommes politiques s'interrogent même publiquement sur la capacité de gouvernement du président Sarney. Ci-dessous le point de vue du chef de l'Etat.

Note DIAL

INTERVIEW DU PRÉSIDENT SARNEY Folha de São Paulo du 5 avril 1987

(Extraits - Intertitres de DIAL)

(L'échec du "Plan Cruzado")

Folha de São Paulo - **Pensez-vous, Monsieur le président, que le plan Cruzado aurait un effet durable et ferait disparaître les conflits inhérents à la société?**

Président Sarney - J'ai toujours estimé que le Plan Cruzado ne se limitait pas à sa seule dimension économique. Il avait aussi d'autres objectifs. Tels que la redistribution des revenus, objectif qu'il a atteint, ou l'introduction dans le pays d'une nouvelle philosophie différente de celle du revenu, d'une inflation élevée et de la correction monétaire, une philosophie du travail et non de la spéculation. Une telle philosophie augmenterait la tranche des consommateurs et répondrait à une grande aspiration nationale, à savoir le changement de modèle économique.

D 1201-1/3

Je savais que le Plan Cruzado se heurterait à des difficultés. Quand nous l'avons lancé, nous ne pensions pas qu'il bénéficierait de la réceptivité populaire qu'il a fini par avoir. Cela a été une grande surprise et son grand succès. Nous ne le pensions pas car nous considérions que les gens auraient du mal à en comprendre l'objectif qui était une réforme de cette profondeur. Nous nous attendions à des difficultés dans sa mise en oeuvre.

(...)

(La responsabilité des partis de gauche)

F.S.P. - L'échec du Plan Cruzado est-il éventuellement dû à une classe sociale plutôt qu'à une autre? Laquelle, d'après vous?

P.S. - Je ne crois pas que telle ou telle classe sociale ait gêné le plan. Ce qui s'est passé c'est que le Plan Cruzado a échappé à notre contrôle: il a tellement augmenté le pouvoir d'achat que la capacité productive des industries brésiliennes a été dépassée. Nous avons eu alors la spéculation, le marché noir, et nous avons donc perdu le contrôle du plan. Je dois dire aussi que le Plan Cruzado a été politiquement très combattu, et systématiquement. Qu'il suffise de dire que nous avons connu 2.282 grèves, avec près de 40 millions de travailleurs les bras croisés. Cela n'a pu que contribuer à désarticuler la production et l'économie durant cette période.

F.S.P. - Pensez-vous que le Plan Cruzado n'a pas été compris des groupes de gauche, le Parti des travailleurs (PT), le Parti démocratique des travailleurs (PDT), Leonel Brizola, les centrales syndicales, la Centrale unique des travailleurs (CUT)?

P.S. - Je crois qu'ils ont commis une erreur fondamentale. Le Plan Cruzado était quelque chose de tout à fait nouveau dans le pays. Pour la première fois on faisait un plan économique destiné à protéger les plus pauvres. Destiné à augmenter le pouvoir d'achat des classes les moins protégées. Et pour des motifs politiques (les partis de gauche) ont contribué à détruire le Plan Cruzado, alors qu'ils auraient dû le soutenir. Je crois que cela a été une erreur et c'est le peuple brésilien qui est en train de la payer. Nous aurions pu maintenir le plan en activité si nous avions eu ce que j'avais demandé au pays: un pacte social.

(...)

(L'obstruction des milieux patronaux)

F.S.P. - D'après de nombreuses opinions, les milieux d'entreprises ont également été très hostiles au plan?

P.S. - Nous avons prévu leur hostilité mais nous ne comptions pas sur celle de la société, sur l'hostilité des bénéficiaires du plan. Ceux qui en subiraient le préjudice, nous savions qu'ils seraient hostiles au Plan Cruzado et nous savions que, dès qu'ils pourraient lui faire échec, ils le feraient. Ce sont eux qui étaient les perdants du Plan Cruzado.

F.S.P. - Admettriez-vous, Monsieur le président, une politique économique incluant, entre autres mesures, la taxation des bénéfices des entreprises au-dessus d'un certain palier?

P.S. - Je pense que le régime brésilien de fiscalité est lui aussi en retard. Mais dans un gouvernement de transition tout cela est très difficile à corriger, car le gouvernement est hétérogène. C'est précisément la raison pour laquelle j'aurais voulu que nous arrivions à un pacte social nous permettant une redéfinition

générale. Je reconnais que, dans notre système fiscal, les biens de capital ne sont pas taxés comme ils le devraient. La charge fiscale est injuste comme est injuste la redistribution des impositions.

(...)

(La personne du président)

F.S.P. - On a l'impression que votre attitude devant le problème de la misère est faite de compassion, mais qu'elle se retourne toujours contre vos projets car, au Brésil, les pauvres comme les riches sont cruels avec la réalité...

P.S. - Je suis d'accord pour dire que le problème est essentiellement politique. Dans un gouvernement de transition, c'est difficile. D'abord je n'étais pas le candidat de la protestation. Je n'étais pas le candidat de l'espoir. J'ai été pris dans une tragédie (la maladie et la mort du président Tancredo Neves). Je ne disposais pas de parti pour me soutenir. J'ai dû bâtir sur la base de l'Alliance démocratique qui avait fait un document signé par le président Neves et par les leaders politiques, mais que je n'avais pas signé. Je l'ai mis en oeuvre le plus fidèlement possible. Devant ces difficultés j'ai proposé un pacte social car c'était la seule façon de procéder aux corrections dont la société brésilienne a besoin. Une fois d'accord entre nous, nous aurions été en condition d'y parvenir. Une fois de plus nous ne nous sommes pas mis d'accord et dans une telle hétérogénéité il y a toujours une aile qui peut rendre toute décision inviable.

(...)

(Un retour des militaires?)

F.S.P. - Monsieur le président, de nombreux observateurs, dont moi-même, croient voir dans les rapports entre le gouvernement et les militaires une influence grandissante et excessive de ceux-ci? Qu'en pensez-vous?

P.S. - Je pense le contraire. Les militaires ont eu une conduite impeccable pendant toute cette période. S'il y a un domaine sans problème, c'est bien celui des militaires. Ils sont retournés à leurs tâches professionnelles et ils s'y tiennent, sans ingérence aucune en politique et toujours en accord avec la redémocratisation du pays. Jusqu'à présent nous n'avons pas vu une position militaire qui ne soit celle que je viens de dire.

F.S.P. - Mais ils ont intelligemment exercé une certaine pression pour que leur rôle dans la vie nationale ne soit pas modifié, pour maintenir une situation ambiguë du point de vue démocratique, c'est-à-dire la possibilité d'intervenir dans la vie nationale...

P.S. - Non. Je dois reconnaître qu'à aucun moment je n'ai vu les militaires avoir cette position durant cette période. Au contraire, ce que j'ai toujours vu, et que je lis aujourd'hui encore dans les journaux sur le ministre Moreira Lima, c'est que la fonction militaire consiste à renforcer le pouvoir civil, à le soutenir dans ses formes institutionnelles. Jusqu'à maintenant je n'ai rien vu qui aille dans le sens d'une intervention des militaires dans la vie nationale. Ils remplissent leur mission constitutionnelle. Je pense, pour ma part, que le problème des militaires, qui n'est pas compris de tout le monde, est vraiment et professionnellement la défense des institutions. C'est l'instrument dont dispose le pouvoir civil pour défendre les institutions. Voilà le problème essentiel.

(...)

(Traduction DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F

Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441